

D'autres députés ont mentionné le fait que l'exploitation de la forêt est une activité importante pour de nombreux Canadiens. C'est le cas dans ma circonscription et je suis persuadé qu'il en est de même dans la circonscription de tous les députés qui sont encore ici, ce soir. Il est temps que nous nous attaquions non seulement aux incendies de la région atlantique, qui sont le sujet de la discussion de ce soir, mais à l'ensemble de l'industrie forestière. Nous n'avons toujours pas de plan valable de reboisement, et nous n'en aurons pas tant que nous n'aurons pas décrété qu'un arbre abattu doit être remplacé par un jeune plant et que tout arbre perdu pour des raisons naturelles doit être remplacé d'une façon ou d'une autre, soit naturellement soit par une intervention humaine.

● (2200)

Il y a quelques semaines, les députés du caucus néo-démocrate ont rappelé que c'était la Semaine nationale de la forêt. Nous avons dit que d'autres pays avaient des programmes de reboisement bien supérieurs aux nôtres. Nous avons mentionné également que d'autres pays avaient une stratégie nationale pour l'industrie forestière, alors que ce n'est pas notre cas. Parce que nous n'avons pas de programme de reboisement ni de stratégie industrielle valable pour le secteur forestier, les incendies de forêts représentent une autre charge pour les gens de la région. Il est déjà impossible de garantir qu'il y aura suffisamment d'arbres pour fournir le bois d'oeuvre, les pâtes et papiers dont nos industries ont besoin. Nous savons depuis des années que nous n'avons pas résolu ce grave problème.

Les députés qui m'ont précédé dans ce débat ont dit combien d'acres avaient été brûlés au cours des trois ou quatre derniers jours. Vous avez entendu des prévisions sur le nombre d'emplois qui seront perdus dans ces régions. Certains auraient été perdus de toute façon, mais d'autres auraient été sauvés s'il y avait eu un programme adéquat de reboisement. Une partie des pertes était inévitable, une autre pouvait être évitée. C'est une question qui devrait être soumise au Parlement.

Des députés qui ont pris la parole avant moi ont parlé de responsabilité. Ils ont mentionné que certains incendies avaient une cause naturelle, que d'autres avaient été allumés par négligence et que d'autres encore, ou du moins un, ont peut-être été causés par les activités menées à la base militaire de Gagetown. Comme l'a fait savoir le ministre associé de la Défense nationale (M. Andre), nous ne pouvons pas préjuger de la situation. Toutefois, des officiers ont déclaré publiquement qu'ils avaient probablement contribué à allumer l'incendie dans cette région.

Dans la plupart des cas, nous ne pouvons pas prévenir les incendies aux causes naturelles. Il y a eu des campagnes de publicité de temps à autre. Il y a eu des programmes de prévention dans les écoles. Je me souviens d'avoir, en tant qu'enseignant, demandé à mes élèves de dessiner des affiches illustrant ce que l'on pouvait faire pour empêcher les incendies de forêts. Les Canadiens pour la plupart sont assez prudents parce qu'ils aiment leurs forêts et leurs ressources naturelles et parce qu'ils sont soucieux de ce qu'ils font à la nature et à l'humanité. Il y aura toujours des exceptions. Il y aura toujours des personnes pour fumer là où il ne faut pas et pour jeter un peu partout leurs mégots et leurs allumettes. Il y aura toujours

des gens pour faire un feu d'herbes dans leur cour qu'ils n'arrivent finalement plus à maîtriser. Ces choses ne devraient pas arriver, mais elles vont se produire à l'occasion.

Encore une fois, je répète qu'il ne faut pas préjuger des causes de l'incendie de Gagetown. Toutefois, je peux parler d'expérience puisque j'ai passé un été à Shilo, au Manitoba. Nous ne faisons pas de manoeuvres avec des chars d'assaut lorsque le temps était sec. Nous savions que ce n'était pas le moment de nous engager dans pareilles manoeuvres et nous nous adonnions alors à d'autres activités.

Je souhaiterais que le ministre associé de la Défense soit encore présent à la Chambre. Je voudrais lui demander de vérifier si les militaires de Gagetown sont ou non responsables de l'incendie qui a dévasté cette région et qui y a rasé des maisons et d'autres bâtiments. Je voudrais aussi lui demander de veiller à établir des normes que les militaires de tout le pays devront respecter scrupuleusement pour éviter que leurs activités n'aient des conséquences néfastes comme les incendies de forêt.

Je n'ai pas l'intention de participer longuement à ce débat. Nous avons déclaré, par l'entremise de notre porte-parole, le député de Skeena (M. Fulton), que nous nous inquiétons beaucoup pour l'industrie forestière et pour les particuliers touchés par les incendies qui ont ravagé les provinces de l'Atlantique. Nous ne sommes pas seulement inquiets. Nous souhaitons que le gouvernement se dote d'un plan concret pour orienter son action à l'égard de l'industrie forestière. J'ai dit plus tôt qu'il fallait un ministre à part entière. Je crois qu'il est essentiel de créer un ministère doté de la force politique, économique et scientifique nécessaire pour assurer l'expansion et le maintien de notre industrie forestière.

L'industrie forestière est l'un des plus importants employeurs de ma circonscription. Certains travaillent dans les forêts, d'autres dans les scieries ainsi que dans les usines de pâtes et papiers. C'est une industrie importante dans ma région et dans d'autres, et le gouvernement actuel n'a pas mieux réussi que le précédent à s'attaquer à ses problèmes. Nous savons qu'elle est en danger. L'une des questions très sérieuses dont la Chambre est saisie concerne les négociations sur le libre-échange et les diverses initiatives prises actuellement aux États-Unis par divers membres du Congrès et représentants de l'industrie américaine. On s'inquiète aussi de ce que notre pays ne se donne pas les moyens de s'assurer une industrie forestière forte pour l'avenir. Ce problème doit être résolu.

Ce débat d'urgence sur les incendies de forêt dans la région de l'Atlantique nous aura au moins permis de réfléchir encore une fois à l'importance que revêt le secteur forestier pour le pays et à la nécessité de prendre une assurance contre les incendies et aussi contre les autres sinistres résultant des usages que nous faisons de nos forêts. En d'autres mots, nous devons assurer l'avenir d'un secteur qui revêt une si grande importance pour beaucoup d'entre nous.

M. Pat Binns (Cardigan): Monsieur le Président, je me réjouis de prendre part au débat de ce soir, qu'a réclamé le député de Fundy—Royal (M. Corbett). Le secteur forestier est un des principaux éléments de l'économie du Nouveau-Brunswick. Je félicite le député d'avoir proposé ce débat à notre